



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2017-09**

Séance du 22 mars 2017 à dix-huit heures trente

L'an deux mille dix-sept, le vingt-deux mars à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents:

MM. Caizergues, Carbonneill, Hervet, Laget, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber
Mmes Albigès, Bérard, Bertin, Castillo, Chibani, Olivier, Maury, Pervent,

Absents excusés:

Mme Fraisse pouvoir à M. Caizergues, Mme Vella pouvoir à M. Perez, Mme Vilaplana pouvoir à M. Carbonneill, M. Billette pouvoir à M. Hervet, M. Joly pouvoir à Mme Bérard, M. Lenoir pouvoir à M. Petit

Secrétaire de séance:

M. Carbonneill

Nombre de membres en exercice: 23

Présents: 17

Procurations: 6

Absents: 6

Votants: 23

Date de convocation et affichage

16 mars 2017

Objet: Mise en place du droit de préemption des fonds de commerce, fonds artisanaux et baux commerciaux: validation du périmètre de sauvegarde

- Vu les dispositions du code de l'urbanisme, articles L 214-1, L 213-4 à L 213-7 et R 214-1 à R 214-10
- Considérant que la dynamisation du village constitue un objectif primordial pour la commune de Lavérune et ses habitants,
- Considérant qu'il est indispensable de sauvegarder le commerce de proximité et de préserver la diversité de l'activité commerciale au bénéfice de l'emploi, de la création de richesses et de l'attractivité des territoires vis-à-vis des habitants,
- Considérant qu'il existe un risque de disparition de certains commerces et que la maîtrise des fonds de commerce permet d'agir efficacement en pérennisant le commerce de proximité et en optimisant son intégration dans le tissu urbain du périmètre de sauvegarde délimité,
- Vu la délibération en date du 21 novembre 2016 qui propose l'instauration d'un droit de préemption sur les cessions de fonds de commerce, fonds artisanaux et baux commerciaux et délimite le périmètre de sauvegarde,
- Vu l'avis favorable de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Montpellier en date du 13/12/2016,
- vu l'avis de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) de Montpellier réputé être favorable, sans réponse de sa part, dans un délai de deux mois à compter de sa saisine par lettre recommandée avec accusé de réception, réceptionnée le 30/11/2016,

Le maire propose à l'assemblée conformément aux dispositions susvisées du code de l'urbanisme, de définir un périmètre de sauvegarde du commerce de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds de commerce, fonds artisanaux et baux commerciaux.

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. le maire, après avoir délibéré et à l'unanimité

- instaure un droit de préemption sur les cessions de fonds de commerce, fonds artisanaux et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce de proximité,
- dit que, conformément à l'article R 211-2 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et d'une publication dans deux journaux d'annonces légales diffusés dans le département.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 22 mars 2017
Roger CAIZERGUES
Maire

